



HAL
open science

Développement soutenable et sécurité internationale

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Développement soutenable et sécurité internationale. Pax economica, 2000. hal-03257443

HAL Id: hal-03257443

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03257443v1>

Submitted on 10 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Développement soutenable et sécurité internationale

Jacques Fontanel

Pax Economica, n°3. Printemps-Eté 2000

Université Pierre Mendès France, Grenoble

Résumé : Un développement économique est soutenable lorsqu'il permet à la fois d'améliorer les conditions de vie de chacun, sans remettre en cause le potentiel de développement des générations futures. Dans ce contexte, la sécurité des personnes et des Nations constitue une composante essentielle d'un développement durable. Cette sécurité ne se limite évidemment pas au seul secteur militaire, d'autant que la question se pose de savoir si l'investissement dans la défense nationale ne constitue pas parfois un frein au développement soutenable, le fameux choix entre le beurre et le canon.. En outre, une procédure de désarmement ne conduit pas immédiatement à des dividendes de la paix, car le coût de l'obsolescence du capital militaire est élevé et pose des problèmes économiques aux personnels et aux régions concernées. Enfin, un développement « soutenable » est nécessairement pacifique, ce qui implique aussi une réduction des inégalités sociales et internationales.

Economic development is sustainable when it improves the living conditions of everyone without jeopardising the development potential of future generations. In this context, the security of people and nations is an essential component of sustainable development. This security is obviously not limited to the military sector alone, especially since the question arises as to whether investment in national defence does not sometimes constitute a brake on sustainable development, the famous choice between butter and butter. Furthermore, a disarmament procedure does not immediately lead to a peace dividend, as the cost of obsolescence of military capital is high and poses economic problems for the personnel and regions concerned. Finally, 'sustainable' development is necessarily peaceful, which also implies a reduction in social and international inequalities.

Développement soutenable, sécurité international, désarmement.

Sustainable economic development, international security, disarmament

Un développement est dit "soutenable" lorsqu'il permet une amélioration des conditions de vie de chacun (selon d'ailleurs des rythmes différents), sans remettre en cause le potentiel de développement des générations futures. Ce concept se différencie de la notion de croissance, notamment celle du Produit Intérieur Brut, qui exprime à la fois une conception profondément unidimensionnelle de l'économie et une vision à court terme de celle-ci. Ainsi un pays peut disposer d'une croissance économique forte, mais dont les bénéfices sont réservés au plus petit nombre ou dont la réalisation suppose des formes d'esclavages difficilement favorables à l'épanouissement des travailleurs. À côté des chiffres macro-économiques qui fournissent un indicateur partiel et même partial de la réalité économique, existe des faits observables. Quelle est l'importance du PNB par habitant pour celui qui dispose d'aucun revenu pour survivre ? Il aura simplement la satisfaction de mourir de faim dans une oasis de richesses et des gaspillages. Le développement est considéré comme une situation d'amélioration progressive et irréversible de l'économie nationale, au bénéfice des hommes qui composent celle-ci. Parler de développement "soutenable" est, dans ce contexte, un pléonasme. Un développement qui ne serait pas "soutenable" ne serait donc orienté que vers des valeurs économiques de court ou moyen terme, étant entendu qu'à partir d'un certain seuil il connaîtrait des limites susceptibles de remettre en cause son propre processus. Cependant, derrière le terme "soutenable" s'est installé des valeurs intéressantes

²² Université de Grenoble.

que l'économie, dans son égoïsme foncier, semble avoir oublié. Il en est ainsi de l'écologie, de l'environnement, de la santé, de l'éducation, de la sécurité mais aussi de manière plus générale de l'épanouissement des hommes.

La sécurité, comme composante essentielle d'un développement durable

Lorsque le rapport Forrester et le livre de Meadows, intitulé " Halte à la croissance ", s'insurgent contre les gaspillages et rappellent que les matières premières et l'énergie sont en situation de rareté dans le demi-siècle à venir, ils le font en défendant certes des valeurs humaines, mais surtout en mettant en évidence l'impossible future croissance à laquelle conduit l'actuel essor de la valeur ajoutée. Autrement dit, si l'écologie n'est pas respectée, certes nous pouvons obtenir à court terme des résultats économiques très satisfaisants, mais à plus long terme, la crise économique sera inévitable et il en résultera une forte récession et une diminution des ressources mises à la disposition des générations futures. Un développement n'est donc pas soutenable s'il génère dans la société qui le secrète des valeurs négatives qui viendront progressivement freiner, puis détruire, son propre potentiel. Ces idées étaient nouvelles en tant que telles, mais elles perpétuaient d'autres analyses contestataires de la croissance à tout prix et donc à n'importe quel prix. Ainsi François Perroux définissait les fondements de l'économie sur la base d'une triple exigence qu'il appelait les coûts de l'homme, à savoir nourrir les hommes, soigner les individus et libérer les esclaves. La fonction de lutte contre la faim est naturelle à l'économie, et pourtant notre siècle vit toujours avec la misère et la sous-nutrition. La volonté de soigner les gens répond aussi à cette volonté de respect de la vie, mais l'espérance-vie diverge fortement selon les Nations et leur niveau de développement. Enfin, l'exigence de la libération des esclaves, selon le

terme emphatique de François Perroux, fait référence sans doute à la nécessité de la croissance, mais pas dans n'importe quelle situation. Les hommes ont besoin d'une vraie vie, une existence qui ne soit pas seulement tournée autour de l'exigence impérative et constante du travail dans un univers éloigné des règles de la liberté et de la démocratie. Ces idées seront reprises par Amartya Sen, qui analyse l'économie développée comme une société capable de fournir des droits importants à chacun, ce qu'il appelle les "entitlements". Autrement dit, une nation ne sera développée que lorsqu'elle sera capable d'assurer la liberté, la démocratie, l'équité (et non pas l'égalité), le respect de tous et de chacun.

Ces conceptions du développement qu'il faut sans cesse rappeler - pour ne pas oublier que le développement économique est fait par l'homme et pour l'homme dans un univers économique dans lequel la pensée dominante prône souvent que "l'homme est toujours un loup pour l'homme" - soulignent la nécessité d'assurer à chacun, aujourd'hui et demain, ses "coûts de l'homme" ou ses "entitlements", mais elles n'insistent pas suffisamment sur l'idée de la durée du développement économique et sur le fait que chaque génération est aussi responsable de la suivante. Autrement dit, la planète appartient à ceux qui l'habitent et à ceux qui l'habiteront. Or, pour que le développement soit "soutenable", il faut respecter les règles de la nature, mais aussi lutter contre les tendances destructrices de la nature humaine. Si demain la terre n'est qu'un dépôt d'ordure ou si elle fait l'expérience d'une guerre nucléaire, il ne sera plus question de développement, mais plutôt de réduction de la satisfaction des besoins des personnes. Les grandes sociétés n'utilisent généralement pas les armes dans leur compétition économique, mais celle-ci se traduit aussi par des morts d'hommes. Le sous-développement a probablement tué dix fois plus que l'ensemble des actions de guerre depuis 1945. C'est une grave erreur de croire que l'on arrête la mort inutile d'hommes en détruisant les armes. Les inégalités économiques fondées sur la domination créent les conditions

de la misère et de sa compagne la mort. De plus, la plupart des modèles de course aux armements contiennent un paramètre de fatigabilité qui indique le degré d'acceptation économique et sociale de l'effort d'armement. Ainsi, de manière inévitable, le militaire et l'économique sont mis en opposition.

La sécurité internationale ne se limite pas à la seule dimension militaire. Dans son sens le plus large, la sécurité internationale est assurée lorsque les peuples se sentent en sécurité, si leur vie n'est pas en danger, si leurs besoins fondamentaux sont satisfaits et s'ils ne sont pas menacés par le conflit armé. Les Nations sont en sécurité dans l'espace lorsqu'elles peuvent garantir les droits de leurs citoyens et dans le temps lorsqu'elles peuvent préserver l'environnement pour les générations futures. Le monde contemporain est de plus en plus ouvert et transparent du fait de l'ouverture des frontières, du développement des infrastructures et de l'amélioration extraordinaire des moyens de communication. Les causes d'insécurité sont multiples : naturelles, occasionnelles, accidentelles ou volontaires. Il existe des interrelations étroites entre les menaces. Ainsi, les pays les plus pauvres sont aussi ceux qui ont le moins de moyens pour faire face à la menace extérieure. Généralement, l'insécurité d'un pays obéit à des processus cumulatifs, les causes se superposant.

L'Organisation des Nations Unies a, dès son origine, promu le désarmement. "Il existe un lien étroit entre le désarmement et le développement. Les progrès du premier contribuerait grandement à la réalisation du second. Les ressources libérées par suite de l'application de mesures de désarmement devraient donc être consacrées au développement économique et social de toutes les nations et servir à combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en voie de développement". Cependant, cette analyse fait l'hypothèse de la paix et de l'inutilité de l'armement. Or, la sécurité n'est pas une donnée, un bien inné. Il s'agit d'une conquête, au même titre que toute

satisfaction des besoins économiques et sociaux. La sécurité constitue un facteur décisif du "développement soutenable".

- La sécurité intérieure ne peut être assurée si les exclus du développement sont nombreux. Pour le général Omar Bradley, les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les révolutionnaires ou l'armée, mais le chômage, la faim et le cycle mortel des crises.

- Les Etats protègent leurs richesses par la défense nationale, laquelle est assurée au moins partiellement par les dépenses militaires. Si ce coût de la sécurité assure la pérennité de la paix, alors les dépenses d'armement participent au "développement soutenable". L'effort de défense a une influence ambiguë, car en même temps il réduit les investissements civils et il crée des distorsions indiscutables au regard des conditions d'une production efficiente. Il y a donc un choix à faire entre la sécurité d'aujourd'hui et celle de demain, choix qui dépend de la nature et de l'intensité des tensions internationales. Or, l'économie contemporaine est un champ de guerre (boycott, embargos, compétition déloyale, etc.) et une limitation drastique de l'effort de défense peut conduire à un changement rapide et violent de la géographie mondiale de la satisfaction des besoins et de la carte de la compétitivité internationale. Les conflits ne s'arrêtent pas à la production d'armes. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement. Dans ces conditions, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays des plus pauvres et même dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Le sous-développement constitue une menace pour la paix mondiale. L'URSS s'est effondrée faute de n'avoir pas su bien gérer le "fil du rasoir" très fin qui lui aurait permis de concilier, dans un monde formidablement compétitif, à la fois le développement économique et la sécurité, sans que le premier soit condamné par l'accent excessif accordé à la satisfaction de la seconde.

- Les dépenses militaires satisfont normalement le besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire ; d'une part, si elles empêchent les conflits par la dissuasion, elles participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police ou de justice) ; d'autre part, elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de guerre, et dans ce contexte, elles sont antiéconomiques. Cependant, dans l'hypothèse d'une paix permanente, les dépenses militaires exercent inéluctablement un effet négatif sur le développement économique mondial. Autrement dit, la course aux armements est un jeu à somme négative. L'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien, voire à une dégradation, de la sécurité internationale. Dans ces conditions, un désarmement négocié se présente comme un investissement intéressant dans une situation de crise économique (UNIDIR, 1993).

L'armement est-il un frein au développement " soutenable " ?

Pour les économistes, les dépenses militaires sont analysées comme des dépenses improductives. Elles représentent pourtant près de 800 milliards de dollars, soit 5 % du PNB mondial, plus de 50 millions de personnes sont employées dans les activités militaires et la recherche-développement des armes utilise plus de 20 % des ingénieurs et scientifiques de la planète. L'influence des dépenses militaires sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études, parfois contradictoires. Cependant, trois idées principales se dégagent :

- D'abord, les dépenses militaires ont un rôle contesté dans la société moderne. Pour les marxistes (notamment Baran et Sweezy), la croissance des dépenses militaires est nécessaire aux économies de marché pour lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit, en favorisant l'exploitation des travailleurs. Pour Galbraith, le secteur

militaire des effets de pouvoir et de régulation sur les économies capitalistes ; le budget des armées a pour fonction de stériliser une partie du surplus consécutif à une offre de produits de plus en plus importante et une demande des consommateurs de plus en plus réduite par la limitation du pouvoir d'achat. Les libéraux contestent évidemment ce type de conclusion, estimant que l'économie de marché devrait conduire à la fois au désarmement et au développement.

- Ensuite, les dépenses militaires jouent un rôle négatif sur la croissance économique. Pour Seymour Melman, la militarisation de l'économie sape la puissance des économies de marché, en favorisant les tensions inflationnistes et en diminuant le rôle des unités de production efficaces. Pour Michael Ward, si les dépenses militaires sont susceptibles d'avoir à court terme des effets positifs sur la croissance de certains pays, ceux-ci, en termes de coût d'opportunité, sont insuffisants en termes d'emploi et d'activités économiques que les autres dépenses publiques.

- Enfin, pour Ron Smith, les dépenses militaires diminuent l'effort d'investissement (effet d'éviction). Dans ces conditions, ce n'est pas seulement la croissance à court terme qui est menacée, mais le développement économique des pays à long terme. La fameuse étude de Benoit (1978) selon laquelle l'effort militaire favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développements, le sens de l'ordre et de la discipline et la volonté d'indépendance et donc ne constitueraient pas un obstacle à leur développement économique, a été fortement contestée sur la forme (Deger & Smith, 1983) et sur le fond. L'armement assure la sécurité des Etats contre les convoitises de leurs voisins. Enfin, la force militaire fournit les moyens d'effets de domination politique, qui bénéficient aux grandes puissances dans leurs négociations commerciales et monétaires, au détriment des pays les moins protégés. Les dépenses militaires, destinées à la défense d'une

nation, ont des effets “ pervers ” qui ont parfois des conséquences catastrophiques sur le développement soutenable (effets de domination, guerres, menaces). Les rapports ambigus entre la sécurité et le développement ont des effets différents selon les stratégies économiques des Etats.

Stratégies de développement et sécurité

Il existe aujourd'hui quatre grandes actions économiques de développement : la recherche des avantages comparatifs par une libéralisation du commerce, le développement fondé sur les exportations, l'essor des industries industrialisantes ou la politique d'import-substitution.

- D'après les théoriciens libéraux, l'ouverture des frontières économiques promeut également le progrès économique et social et favorise la paix. Chaque pays doit se spécialiser dans les produits dans lesquels son avantage-coût est satisfaisant. Il est inutile de produire des armes pour elles-mêmes, car le marchand et le producteur doivent supplanter le guerrier. La production des armes nécessaires pour la sécurité doit être localisée dans le pays des Alliés qui dispose du meilleur avantage comparatif. Cependant, le pays producteur d'armement pourrait à terme exercer son pouvoir militaire à l'encontre même de ses Alliés pour en retirer des avantages de développement. L'industrie d'armement n'est pas une activité comme une autre, elle met en cause la sécurité et la liberté.

- La politique d'import-substitution cherche à substituer les importations par une production interne. Cette théorie est simple dans son principe : puisqu'il existe une demande intérieure, il faut produire localement ce que l'on achète à l'étranger. Ainsi, la recherche d'un développement endogène s'oppose aux théories libérales fondées sur les avantages comparatifs et les dotations de facteurs. S'il est vrai que la production d'armes favorise les industries nationales en amont, elle

permet aussi la pénétration du capital étranger et la transnationalisation des industries militaires. L'influence des hommes de science a bouleversé les stratégies internationales. Sans une bonne recherche-développement militaire, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une Alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence. C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer l'indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer des licences étrangères - généralement technologiquement en voie de dépassement - pour les matériels essentiels à leur défense. Il est plus facile d'importer des matériels sophistiqués, que de recevoir les licences nécessaires à leur production. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre de la sécurité même du pays.

- La stratégie de développement par les exportations est très dangereuse lorsqu'elle s'applique au domaine militaire. L'exportation, nécessaire à la réduction des coûts par les économies d'échelle, crée aussi une dépendance économique. L'exportation des armes est souvent considérée comme une activité très lucrative. Pourtant, les ventes s'accompagnent de conditions de crédit particulièrement satisfaisantes pour les acheteurs et parfois elles n'impliquent pas toujours des transactions monétaires inverses, notamment pour les pays fortement endettés ou en voie de développement ; en outre, certains matériels sont parfois vendus moins chers à l'étranger qu'à l'armée nationale et il existe des exportations paupérisantes, c'est-à-dire des exportations qui tendent à affaiblir économiquement le pays, lorsqu'elles participent notamment à la détérioration des termes de l'échange.

- Les industries d'armement sont aussi considérées comme des industries industrialisantes ou des pôles de développement. Le développement économique doit se réaliser par l'intermédiaire d'investissements moteurs, qui exercent des effets induits d'entraînement. Dans ce sens, l'industrie militaire constitue un pôle de

développement soit par l'effet d'approvisionnement (backward linkage effect) qui met en évidence l'accroissement de la demande de tous les secteurs de production situés en amont du secteur bénéficiaire de l'investissement, soit par l'effet débouché (forward linkage effect) qui touche les secteurs en aval. La production de matériels militaires stimule le secteur civil par l'achat de consommations intermédiaires sur le marché domestique et par la création de nouveaux emplois. Cependant, ces effets d'entraînement ne sont pas décisifs pour le développement, car le risque d'obsolescence est considérable dans une économie déjà faiblement innovatrice, le risque de l'exportation pour atteindre les économies d'échelle convenables est considérable et les industries militaires sont fortement consommatrices de capital. Dans ces conditions, compte tenu des risques, l'armement ne favorise guère le "développement soutenable".

Le désarmement produit-il des effets favorables sur les économies nationales ?

Un désarmement négocié doit tenir compte des impératifs économiques et stratégiques de la sécurité internationale. Ainsi, le coût d'un porte-avions est souvent comparé au nombre d'écoles ou d'hôpitaux qu'il représente. L'excès d'armement provoque toujours des situations de crise économique, politique ou stratégique. Cependant, de manière générale, on peut dire que si, à court terme, une décélération de la course aux armements exerce des effets économiques défavorables, à plus long terme elle favorise le développement.

1) Tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires. La destruction des stocks d'armes et la vérification des accords internationaux impliquent même des coûts supplémentaires.

2) La limitation des quantités d'armes amène les Etats à améliorer la qualité de leurs produits en augmentant les coûts de la recherche-

développement, à créer de nouvelles armes souvent très onéreuses et à produire plus cher les armes concernées par l'accord. Toute réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale. Si l'on peut convertir les dépenses militaires en d'autres formes de dépenses publiques ou privées, les usines, les équipements, les hommes précédemment affectés à la sécurité nationale sont susceptibles de connaître d'importantes difficultés de conversion et parfois même, pour les entreprises à productions duales (militaires ou non), de graves problèmes financiers, menaçant la compétitivité des produits destinés au secteur civil. La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles ne permet pas le financement rapide du capital nécessaire au maintien des emplois rendus précaires par l'obsolescence ou l'inadaptation des installations destinées à la production des armements. Il faut, en outre, s'engager non seulement dans la conversion rentable des matériels existants, mais aussi réinvestir, développer de nouvelles activités et trouver de nouveaux débouchés.

3) Dans le cadre d'une procédure de désarmement pour le développement, le transfert des sommes non engagées dans l'armement en faveur des pays les plus pauvres répond d'abord à des considérations politico-militaires, ensuite aux intérêts économiques du donateur et enfin seulement aux nécessités du développement économique des pays du Tiers-Monde. Il faut donc que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Enfin, une aide des pays développés peut conduire à un maldéveloppement, notamment si elle n'est pas désintéressée. Quelques formes de transferts s'avèrent coûteuses à terme, politiquement et économiquement, notamment lorsqu'elles sont consacrées aux dépenses de prestige, à accroître les inégalités sociales, à favoriser l'essor des sociétés dans lesquelles les droits de l'homme ne sont pas nécessairement respectés. Les transferts peuvent faire aussi l'objet de sordides calculs d'intérêt tendant à habituer des populations à

un type de consommation les rendant dépendantes des pays industrialisés.

4) Le désarmement requiert une série de décisions concernant notamment l'ordre économique international, la nature du développement, la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée ou la réalisation et la répartition des ressources économiques. Ces questions ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements. Or, le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale. Il intervient dans le désarmement à trois niveaux, au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, si l'on se situe dans un monde sans conflits internationaux. L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense.

- Un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes politiques démocratiques. Comme les grandes puissances peuvent bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer aussi la carte économique internationale.

- Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Toute situation de paix n'est pas nécessairement préférable à une situation de conflit, notamment lorsqu'elle est fondée sur la tyrannie, l'esclavage ou l'exploitation et le non respect du droit de l'homme. Un

désarmement est une décision politique majeure, fondée sur la confiance réciproque des Etats.

Un développement "soutenable" est nécessairement pacifique

La meilleure solution pour combattre l'hostilité mutuelle est la réalisation d'un projet commun de très grande dimension qui transcende les conflits. Si soviétiques et américains avaient été menacés par des extra-terrestres, il est probable qu'ils auraient fait cause commune. Or, le nucléaire peut être possédé par des gouvernements instables ou des Etats terroristes. Une coopération préalable est donc nécessaire pour trouver une solution à ce problème. Plusieurs projets sont concevables : recherche-développement commune, échange d'information et de recherche sur la pollution, extension des infrastructures de transports et de communication, développement des échanges d'étudiants et d'enseignants, coopération en matière de recherche médicale et d'exploration spatiale, action commune pour réduire la faim et l'analphabétisme. L'idée dominante de ce siècle selon laquelle l'accroissement du commerce international est un facteur de paix est contestable, dans un système d'inégalités et de dominations, de crises importées ou exportées. Enfin, une aide des pays développés peut conduire à un maldéveloppement.

Jan Tinbergen estime que 70 % des décisions dans le monde étaient le fait d'individus ou de ménages, 15 % par les gouvernements locaux et 15 % par les gouvernements. Il faudrait laisser au moins 3 % pour des décisions d'intérêt mondial commun. Il y a des problèmes de pollution ou plus généralement d'effets externes qui ne peuvent pas être résolus individuellement. Il s'agit donc de bien mettre en évidence ce genre de "concernement" collectif, pour créer des espaces de solidarités entre les Gouvernements et les pays. Il est vrai que si tout le monde coopère, il n'y a plus aucune raison de conflit. Mais est-ce qu'il

est possible de coopérer lorsque justement il y a conflit que les simples raisonnements économiques sont un peu courts pour expliquer (idéologie ou religion, par exemple).

Cependant, l'idée selon laquelle les Etats pourraient accepter une juridiction internationale est intéressante, car elle suppose la recherche de solidarités et de justice. Les pays doivent s'efforcer à être utiles à leurs voisins. Il ne suffit pas de prévenir les fautes, mais aussi d'encourager les progrès, de créer des "remunerative laws" (loi d'encouragement) qui compléterait le droit de résolution des conflits. Il faut encourager les personnes ou groupes à agir conformément à l'intérêt collectif. On se retrouve cependant devant une réflexion sur la nature de l'homme. Pour Girard, les conflits sont inhérents à l'homme, par la mimesis. Dans ces conditions, l'individu est toujours en conflit avec l'individu, puisqu'il souhaite être ce qu'est l'autre. Pour d'autres auteurs, la guerre est d'abord un facteur social dû à la lutte pour le pouvoir, pour les idées (religions ou idéologies) ou des raisons purement économiques. Comment ne pas mettre en évidence le fait que notre conception de la paix dépend de notre philosophie sur les comportements humains ? Si l'on estime par exemple, que l'homme cherche la rationalité, il est concevable de préparer des stratégies de défense qui fassent appel à la logique et à la rigueur scientifique. Si au contraire, l'homme est perçu comme un être fantasque, épris de modes ou d'idées sans fondement scientifique (antisémitisme, par exemple), la rationalité revendiquée par les sciences sociales ne peut plus réellement avoir de signification concrète et une stratégie fondée sur cette hypothèse peut conduire aux pires abus. Il faut réfléchir sur la violence faite aux hommes, notamment les inégalités économiques ou la violence du travail quotidien. Il serait alors intéressant de construire des indicateurs de sécurité, de mettre en évidence les causes de conflits, de souligner les menaces non militaires (droits de l'homme, environnement, pauvreté relative etc.), de déterminer les mesures éventuelles susceptibles d'apporter des remèdes à chaque cause d'insécurité, d'établir une stratégie capable de réduire l'ensemble des

facteurs de conflits, par l'application d'une méthode synthétique. Il ne sert donc à rien de négocier un désarmement, si aucune autre action n'est entreprise pour réduire, voire supprimer les causes de la course aux armements. Il est donc nécessaire de construire délibérément la paix et non pas seulement de dissuader la guerre. Il faut rendre la paix plus attractive que la guerre.

Bibliographie

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, Cahiers de l'Espace Europe, n°5, Grenoble, mars

Benoit, E. (1978), Growth and defence in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 34.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, JF (1981), *Le désarmement pour le développement: dossier d'un pari difficile*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Ares, Défense et Sécurité*, n°45, Mai.

Deger, S., Smith, R. (1983), Military expenditure and growth in less developed countries ; *Journal of Conflict Resolution*, Vol.27, n°2.

Fontanel, J. (1979), Ecologie, économie et plurigestion, Editions Entente

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*. La Découverte, Paris.

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble. PUG. Grenoble

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J. (1994), La conversion économique du secteur militaire, Economica, Paris.

Fontanel, J., Gaidar, E. (1998), L'avenir de l'économie russe en question, Presses Universitaires de Grenoble, 1998.

Fontanel J., Matelly, (2000), Le coût des dividendes de la paix, *Mondes en développement* 28(112).

Forrester, V. (1996), *L'horreur économique*, Fayard ? Paris.

Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M. (1996), SB Nangia for APH Publishing Corporation, New Delhi.

Melman, S. (1974)-, The permanent war economy: American capitalism in decline, Simon and Schuster, NY.

Perroux, F. (1955), *L'Europe sans rivages*, Presses Universitaires de France, Paris

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital-labour substitution in defence provision. *Defence Security and Development*, London.

Smith, R., Fontanel, J. (1993), Le couple désarmement-développement dans la pensée économique ; in *Economistes de la Paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1993.

Skharatan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics*, 9(4).

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la Paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1993.

UNIDIR (1992), *Aspects économiques du désarmement, le désarmement en tant qu'investissement*, UNIDIR, A/47/346, 27 Août, Genève.

Ward, M., Davis, D.R., Lofdahl, C.L. (1994), *A century of tradeoffs between defense and growth: the case of Japan and the United States*, University of Colorado, July, 9.